

Opérations de police civile



Participation canadienne

Le premier contingent de police civile canadienne à la veille de son départ pour le Kosovo, le 30 juillet

Après la fin des conflits, des gardiens de la paix, généralement sous l'égide des Nations Unies, entrent en action pour maintenir la paix. Ces dernières années toutefois, la demande pour des forces de police civile s'est accrue alors que les opérations de paix se sont élargies pour aider au retour à la société civile.

Le Canada s'est forgé une réputation internationale en appuyant le développement démocratique et la sécurité humaine par le biais de la surveillance et de la formation de la police civile. Depuis 1989, des policiers canadiens, provenant de la Gendarmerie royale du Canada, des sûretés provinciales ou municipales, ont participé à des missions en Afrique du Sud, dans les Balkans, au Guatemala, à Haïti, en Namibie, au Sahara occidental, au Timor-Oriental et maintenant au Kosovo.

Les policiers canadiens dans les opérations internationales de paix surveillent, conseillent et prêtent assistance aux forces policières pour assurer qu'elles soient en mesure de faire appliquer la loi selon les normes internationales convenues et dans le respect des droits reconnus de la personne et des libertés fondamentales.

Quelques statistiques sur les conflits modernes

La nature des conflits violents a changé durant les dernières décennies. La plupart des guerres se déroulent à l'intérieur des États et les civils comptent pour 90 p. 100 des victimes. À l'heure actuelle, environ 1 million de personnes sont tuées chaque année. Depuis 1945, plus de 22 millions de personnes ont perdu la vie dans des conflits de petite, moyenne et grande envergure. Des millions d'autres ont été blessés ou handicapés de façon permanente. Des populations entières ont été déplacées et dépossédées. La proportion élevée de victimes civiles est le résultat direct des stratégies et tactiques qui prennent délibérément pour cibles les femmes, les enfants, les pauvres et les faibles.

Les mines antipersonnel coûtent aussi peu que 3 \$US à produire et jusqu'à 1 000 \$US à repérer et à détruire de façon sécuritaire après leur déploiement. Elles tuent ou blessent des milliers de personnes chaque année. La plupart des victimes sont des femmes et des enfants. Des dizaines de millions de mines sont toujours dispersées dans plus de 60 pays.

Dans le monde actuel de l'après-guerre froide, les armements autres que nucléaires posent un réel danger à la sécurité humaine. Les armes légères constituent l'arsenal privilégié et sont souvent les seules disponibles dans les conflits actuels. Dans certains pays, il est plus facile de se procurer des armes que de la nourriture ou des médicaments. Un fusil AK-47 peut coûter aussi peu que 6 \$US, et les munitions sont abondantes et peu chères.

Selon les dernières données vérifiables (1997), il y a quelque 22 millions de militaires en service régulier dans le monde, plus de 37 millions de réservistes et 7,5 millions de paramilitaires.

Entre 1992 et 1996, les exportations des principales armes conventionnelles par les 10 plus grands fournisseurs mondiaux (ce qui exclut le Canada) ont dépassées les 110 milliards de dollars américains. ●

Des policiers canadiens servent présentement dans les régions suivantes :

KOSOVO Administration intérimaire de l'ONU au Kosovo (UNMIK) — 38 agents, qui seront rejoints par 17 autres en septembre

BOSNIE Force de police internationale de l'ONU (FPINU) — 23 agents

HAÏTI Mission de police de l'ONU à Haïti (MIPONUH) — 24 agents
Programme d'assistance technique bilatérale — 22 conseillers techniques

GUATEMALA Mission de l'ONU pour la vérification des droits de la personne (MINUGUA) — 5 agents

TIMOR-ORIENTAL Mission de l'ONU au Timor-Oriental (UNAMET) — 3 agents